

Comprendre les nouvelles convergences de la droite radicale

Grand entretien avec Pablo Stefanoni

Catherine Caron

Numéro 822, automne 2023

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/102762ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Caron, C. (2023). Comprendre les nouvelles convergences de la droite radicale : grand entretien avec Pablo Stefanoni. *Relations*, (822), 56–61.



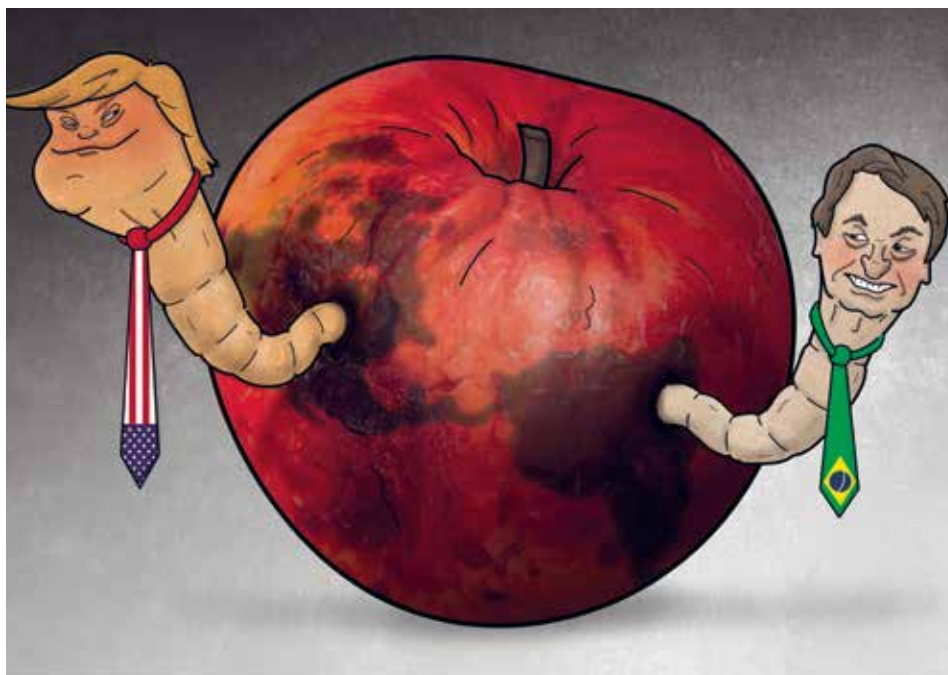
Grand entretien avec PABLO STEFANONI

COMPRENDRE LES NOUVELLES CONVERGENCES DE LA DROITE RADICALE

La rébellion est-elle passée à droite ? Tel est le titre intrigant et provocateur du plus récent essai du journaliste et historien argentin Pablo Stefanoni, dont la version française, parue aux éditions La Découverte en 2022, est sortie au Québec au début de l'année 2023. Plus encore que la montée de l'extrême droite dans différents pays, ce sont ses mutations qu'il analyse dans ce livre, interpellant une gauche qui gagnerait à mieux les comprendre si elle espère les combattre. Relations s'est entretenue avec lui à ce sujet. Voix journalistique bien connue de Buenos Aires à Paris, où il vit depuis peu, Pablo Stefanoni est rédacteur en chef de la revue latino-américaine Nueva Sociedad, ancien directeur de l'édition bolivarienne du Monde diplomatique et co-auteur, entre autres, de Nous serons des millions. Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie¹ (Raisons d'agir, 2008).

Vous avez écrit *La rébellion est-elle passée à droite ?* avant l'assaut contre le Capitole à Washington le 6 janvier 2021. Qu'est-ce que cette « rébellion » d'extrême droite a entraîné selon vous ? Plus largement, qu'est-ce qui caractérise la mouvance de la droite radicale à l'heure actuelle ?

Pablo Stefanoni : Malgré la montée indéniable des violences et des organisations paramilitaires extrémistes de droite aux États-Unis, personne n'avait vraiment prévu un événement comme l'assaut du Capitole, mais il peut certainement être analysé dans le cadre des phénomènes que j'étudie dans mon livre. On a d'ailleurs vu d'autres exemples de tentatives insurrectionnelles de type réactionnaire en Allemagne et en Italie pendant la pandémie de COVID-19. Mais surtout, et avec une ampleur beaucoup plus choquante, il faut mentionner les émeutiers bolsonaristes qui, refusant la défaite de Jair Bolsonaro aux dernières élections présidentielles au Brésil, ont pris d'assaut le palais présidentiel, le Congrès et la Cour suprême à Brasilia, le 8 janvier dernier.



Caricaturiste :
Tjeerd Royaards /
CartoonStock

Certes, toutes ces actions se caractérisent par un mélange ahurissant d'agressivité subversive et d'incompétence tactique et stratégique et sortent de l'ordinaire démocratique. Si ces pays ne se trouvent pas au bord de la guerre civile pour autant, il reste qu'en tant qu'état d'esprit diffus, la « rébellion de droite » est bien présente dans les sociétés occidentales. Ses leaders politiques restent très populaires. Bolsonaro a obtenu 49 % des votes certifiés lors du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2023 au Brésil, tandis que Donald Trump reste une figure incontournable dans le camp de la droite républicaine aux États-Unis, comme on le sait.

En France, si la contestation dans la rue contre la réforme des retraites est organisée par les syndicats et la gauche, il reste à savoir jusqu'à quel point l'extrême droite risque de profiter du profond climat de délitement social aggravé par l'arrogance et les politiques antisociales d'Emmanuel Macron.

Ce qui m'intéresse plus spécifiquement dans cette mouvance, c'est la manière dont elle arrive à capter une partie du climat « anticonformiste » actuel. Mon livre, à cet égard, n'est pas un livre sur l'extrême droite au sens politique strict. Le fait qu'un grand nombre des courants concernés soient homophobes, négateurs du changement climatique ou plus ou moins antisémites est clair et ne nécessite pas d'examen plus approfondi. Mon projet consistait à me concentrer sur des phénomènes émergents et moins

étudiés qui nous obligent à ajuster notre regard pour mieux comprendre ce qui est en jeu.

On constate par exemple que l'extrême droite, en particulier en Europe du Nord, utilise aujourd'hui la laïcité comme une bannière. Cela lui permet de s'adresser aussi aux électeurs LGBTQ+ en affirmant : « Si vous votez pour les progressistes, ils islamiseront votre quartier ; si vous votez pour nous, nous serons les garants de la laïcité et vous pourrez marcher main dans la main dans la rue avec votre partenaire du même sexe. » À cela s'ajoute la présence de figures ouvertement homosexuelles à la tête de plusieurs des partis européens d'extrême droite. Peut-on désormais parler d'une extrême droite *gay-friendly*, favorable aux personnes homosexuelles ? Le terme « homo-nationalisme » est même proposé par certains analystes pour désigner cette sensibilité idéologique qui émerge dans le contexte d'une véritable paranoïa civilisationnelle.

En matière environnementale, j'ai souhaité explorer la tradition dite « écofasciste », car l'aggravation de la crise climatique fait s'affronter deux logiques : celle du « navire terre » et celle du « canot de sauvetage ». Dans le premier cas prévaut une logique de solidarité — nous nous sauvons tous ensemble ou personne ne se sauve — ; dans le deuxième, si trop de gens montent sur le bateau, il coule et nous nous noyons tous et toutes. Il est clair qu'une partie de l'extrême droite va aujourd'hui au-delà du négationnisme



Assaut du Capitole par des partisan-es de Trump à Washington, 6 janvier 2021.
Photo : Tyler Merbler/Wikimedia Commons

climatique. En France, par exemple, Marine Le Pen parle d'une « nouvelle civilisation écologique », associant la défense de la production locale à des positions anti-immigration. Les Verts autrichiens se sont alliés à des conservateurs qui venaient de mettre fin à une coalition avec l'extrême droite, et cette alliance avait comme slogan la « défense de l'environnement et des frontières ». À mon avis, il faut être très vigilant quant à la possible émergence d'un environnementalisme réactionnaire et xénophobe de masse.

Un certain confusionnisme n'est-il pas entretenu par la droite radicale qui récupère l'esprit de révolte auparavant associé à la gauche ?

P. S. : La question qui sert de titre à mon livre vise à mettre l'accent sur un élément que je trouve crucial : l'ambiguïté idéologique de l'esprit de révolte actuel. On peut citer en exemple le film *Joker* de Todd Phillips. Celui-ci raconte l'histoire d'un homme qui devient psychopathe dans un monde de grandes inégalités sociales, alors qu'il ne parvient pas à trouver de l'aide pour traverser les difficultés auxquelles il fait face pour traiter ses troubles mentaux. Certaines personnes l'ont interprété comme une critique de l'arrogance des hyper-riches, y voyant un film à la limite anticapitaliste, tandis que d'autres y ont vu le reflet typique de la rébellion des hommes blancs se sentant marginalisés — les « fâchés fachos », comme on dit en France.

Ce cas controversé reflète un « anticonformisme » ambiant qui se nourrit de sensibilités idéologiques très différentes et engendre des mélanges et des hybridations parfois assez surprenants — un peu comme dans les années 1930, lorsque le monde a été témoin d'une crise de la démocratie libérale et d'un anticonformisme qui ont conduit au fascisme dans

plusieurs pays. Aujourd'hui, on assiste en Occident à une crise des partis politiques traditionnels et à une forte délégitimation des élites, sans que des alternatives désirables n'émergent fortement. Le capitalisme se présente comme plus inclusif en termes d'identités de genre, de diversités sexuelles et raciales, mais il est en même temps plus inégalitaire, et son évolution incontrôlable présente des dimensions dystopiques très accentuées.

Quels principaux constats faites-vous au sujet de l'instrumentalisation d'idées confuses concernant autant l'État que la gauche et le courant woke – vus comme dominants –, pour justifier la nécessité de se « rebeller » ?

P. S. : La convergence entre le libertarianisme et l'extrême droite, qui est un phénomène assez préoccupant tendant à séduire un public juvénile, s'observe aujourd'hui dans des pays très différents, du Canada à l'Argentine. À la faveur de la pandémie, on a vu se développer une humeur très antiétatique même dans des pays sans tradition libertarienne. Il est intéressant de noter que dès 1992, le « paléo-libertarien » étasunien Murray Rothbard avait écrit un article assez prophétique où il critiquait le flirt de certains libertariens avec la gauche contre-culturelle et affirmait que la tâche du moment était de s'inscrire dans une sensibilité « populiste de droite », exprimant ainsi une sorte de trumpisme avant la lettre. Parmi les thématiques que porte aujourd'hui cette mouvance, on peut citer le refus de l'impôt, l'intérêt pour les cryptomonnaies, la défense de la liberté du port d'armes, la critique virulente de la soi-disant « *matrix* » wokiste, etc.

Au Salvador, par exemple, le président « *millennial* » Nayib Bukele a instauré un régime d'incarcération de masse en même temps qu'il officialisait l'usage du Bitcoin ; son pays est ainsi devenu un véritable paradis de la « liberté » aux yeux des libertariens réactionnaires des deux Amériques. En Argentine, l'économiste Javier Milei, fondateur du Parti libertarien, s'autoproclame anarchocapitaliste, propose de dynamiter la Banque centrale et affirme que l'évasion fiscale est « un droit humain », tout en proclamant ses affinités avec Trump et Bolsonaro.

En Amérique latine comme ailleurs, la droite radicale a commencé à utiliser les termes « *woke* » et « *wokisme* », et ses leaders ne cessent de sonner l'alarme sur le danger du « marxisme culturel », allant jusqu'à parler d'une soi-disant offensive « communiste » dans la région. Dans le cas de Bolsonaro, il s'appuie pour ce faire sur des motivations éthico-religieuses, comme la défense de la famille, un niveau extrême d'insécurité urbaine qui rend populaire la défense

du port d'armes, ou encore le rejet de la corruption du Parti des travailleurs (PT). Le bolsonarisme a aussi mis en place une formidable usine de fausses nouvelles (« *fake news* »). Le PT a ainsi dû, le plus sérieusement du monde, nier l'existence d'un pacte de Lula da Silva avec le diable... En toile de fond, il faut comprendre que les dynamiques de mobilité sociale ascendante impulsées par les politiques du PT ont produit des résultats variables et parfois paradoxaux : frustration des nouvelles « classes moyennes » dans un pays sans véritable État-providence ni services publics de qualité ; réaction des couches privilégiées face à l'« invasion » d'espaces jadis plus fermés et élitistes – par exemple les universités – par des secteurs populaires.

Les leaders comme Bolsonaro et Trump se mettent en valeur en semblant dire les choses « telles qu'elles sont », sans euphémismes, face à l'hypocrisie des progressistes et du politiquement correct. Le sentiment des populations est que les choses vont mal. Or, voilà des personnes qui proclament haut et fort que les choses vont mal et qu'il y a des coupables facilement identifiables. Ça fonctionne. La gauche ne sait pas trop comment agir face à cette situation. Elle devrait sans doute refonder son lexique pour parler des choses qui vont mal et offrir une esthétique plus séduisante, mais ce sont là des tâches très difficiles. Même quand elle l'emporte dans les urnes, la gauche peine à échapper à l'état d'esprit plutôt morose qui la domine depuis bien des années.

Par ailleurs, les liens qu'on peut établir entre des figures comme Javier Milei en Argentine, ou le Chilien José Antonio Kast (qui est arrivé en deuxième position lors des dernières élections présidentielles), et un parti d'extrême droite comme Vox en Espagne, par exemple, montrent aussi les ramifications de cette mouvance. Mais je crois qu'il est important de prendre également au sérieux la nébuleuse néoréactionnaire qui se manifeste sur Internet et sur les réseaux sociaux. On y trouve toute une cohorte de « youtubeurs » et d'« influenceurs » virtuoses en matière de diffusion des tropes et des postures rebelles de droite. En Argentine, Agustín Laje, un auteur de livres à succès comme *La generación idiota* (HarperCollins, 2023), attirant 1,7 million d'abonnés sur sa chaîne YouTube, est régulièrement invité à donner des conférences dans différents pays d'Amérique latine et même aux États-Unis. Beaucoup d'autres « influenceurs » latino-américains martèlent un message similaire et, tout en s'appuyant sur des problèmes locaux, se font le relai de tropes néoréactionnaires de portée globale – par exemple l'idée que, de nos jours, les élites mondiales sont de gauche et seraient en train de mettre en place un « totalitarisme progressiste » qui opprime les petites gens et lave le cerveau de la jeunesse.



Sans développer sur les grands médias, j'ajouterais simplement qu'en France, le groupe Bolloré met au service de sa croisade ultra-réactionnaire et « anti-woke » un des principaux activistes médiatico-intellectuels de la droite « rebelle » francophone, Mathieu Bock-Côté, que vous connaissez bien au Québec. Aux États-Unis, les excès de cette dérive idéologique commencent clairement à poser problème à un média comme Fox News.

« L'art de profiter de la crise » semble souvent être la prérogative de la droite, estimez-vous néanmoins que la mouvance de gauche, que vous observez aussi, a remporté certaines batailles majeures ces 20 dernières années ? Quels sont ses principaux défis actuels selon vous ?

P. S. : La gauche a su aussi à l'occasion tirer parti de la crise. Pensons par exemple à la « vague rose » des années 2000 en Amérique latine — expression référant à l'arrivée au pouvoir de plusieurs partis de gauche dans plusieurs pays après une période d'hégémonie néolibérale —, ou à la gauche européenne après la crise financière de 2008 — avec la montée de Podemos en Espagne et la victoire de Syriza en Grèce. C'étaient aussi les beaux jours du Forum social mondial et, en 2011, les « indignés » d'Espagne et d'ailleurs contestaient sur les places publiques la mondialisation capitaliste. Lorsque Stéphane Hessel écrivait son *Indignez-vous*, l'idée d'indignation rimait avec une critique progressiste de la mondialisation néolibérale, alors qu'il règne aujourd'hui dans ce domaine une grande confusion alimentée par cette droite dont nous parlons.

C'est une forte crise de l'idée même d'avenir qui prévaut actuellement. Selon la philosophe espagnole Marina Garcés, nous sommes confrontés à une « paralysie de l'imagination » qui fait que tout présent est vécu comme un ordre précaire et que toute idée de futur se conjugue au passé. Dans ce cadre, affirme-t-elle dans *Nueva ilustración radical*⁶ (Anagrama, 2017), s'imposent aujourd'hui d'un côté les rétro-utopies, et de l'autre le catastrophisme. L'essayiste britannique Mark Fisher l'a exprimé de manière encore plus radicale dans son livre *Le Réalisme capitaliste. N'y a-t-il aucune alternative ?* (Entremonde, 2018). D'après lui, le problème actuel de la gauche ne réside pas seulement dans sa difficulté à mener à bien des projets transformateurs, mais aussi dans son incapacité même à les imaginer. Récemment, l'historien et essayiste argentin

Alejandro Galiano a pour sa part publié un livre dont le titre avance une thèse forte sous la forme d'une interrogation : pourquoi le capitalisme est-il capable de rêver et pas nous⁷ ? Ce « nous » renvoie à la gauche au sens large. Pour Galiano, l'erreur a été de cesser de rêver par nous-mêmes et de confier l'avenir à une poignée de millionnaires déments par peur de paraître naïfs ou totalitaires.

Cet horizon bouché du futur fonctionne comme un bouillon de culture du complotisme, des rétro-utopies, du ressentiment... bref, des passions tristes qui alimentent le populisme de droite. Certes, heureusement, on assiste aussi à de nouvelles émergences du militantisme écologiste, du féminisme et d'autres formes de lutte, mais le défi reste de construire de nouveaux imaginaires universalistes. La conscience et l'action en matière de crise climatique ainsi que le refus de la destruction des systèmes de santé publics et des programmes sociaux en général, par exemple, peuvent être deux axes majeurs pour reconstruire un projet capable d'articuler la « fin du monde » avec la « fin du mois » — un mot d'ordre d'une partie des Gilets jaunes qui a été récupéré lors des contestations contre les politiques antisociales en France.

Dans les cercles se voulant progressistes, on retrouve l'idée d'une certaine « banalité du bien » — selon la formule de Tony Judt — qui rend la gauche peu séduisante. La gauche communiste a cessé d'exister de manière significative et le progressisme social-démocrate s'est largement intégré au *statu quo*. Dans les années 1990, la phraséologie creuse des politiciens du baby-boom et les ravages de la « troisième voie », chère à Tony Blair et à Bill Clinton, ont fini par diluer toute mystique réformiste conséquente.

On se retrouve avec une forte difficulté à imaginer et à rendre crédibles et désirables des changements sociaux profonds et réels, que ce soit par la voie réformiste ou révolutionnaire. Les dystopies anxigènes semblent avoir remplacé l'utopie, et il n'est pas facile de convaincre les gens qu'un autre monde est possible. Marx disait que la révolution devait s'inspirer de la poésie de l'avenir, pas du passé ; mais quelle poésie peut nous inspirer l'avenir que nous avons devant nous ?

Nous assistons à la quasi-disparition des formes de sociabilité concrètes — on ne doit pas oublier que le socialisme était bien plus qu'un parti, c'était



Manifestations pro-Bolsonaro à Copacabana lors du bicentenaire de l'indépendance du Brésil, 7 septembre 2022. Photo : Bernardott/Wikimedia Commons

une culture — sur lesquelles reposait l'identité de gauche. En outre, une certaine moralisation de la politique — c'est souvent à cela que renvoie ce que l'on appelle le « politiquement correct » — verse parfois aussi dans une attitude sermonneuse stérile qui peut se révéler contre-productive. En face, l'offensive du « politiquement incorrect » ironique ou sarcastique promue par la nouvelle droite ne sert bien sûr qu'à recycler diverses formes de xénophobie, de misogynie, d'anti-égalitarisme et d'autres positions réactionnaires. Tout cela va de pair avec la « memetisation » de la politique, la logique des forums anonymes comme l'anglophone 4chan, le « trollage » en ligne, etc.

Dans ce contexte, la gauche s'épuise souvent dans de petites guerres de chapelle internes, négligeant les grands problèmes tels que les questions socio-économiques ou les nouvelles formes d'aliénation individuelle. À ce sujet, et comme le signalait récemment l'essayiste Giuliano da Empoli, il existe une convergence entre la Silicon Valley et le Parti communiste chinois dans la poursuite d'une ingénierie sociale — à travers les algorithmes, l'intelligence artificielle, le *big data*, etc. — ayant un fort potentiel totalitaire (certes à des degrés d'imposition et de résistance variés selon qu'on parle de la Chine, des États-Unis ou des autres pays occidentaux¹). Que peut dire la gauche

à ce sujet ? Comment revenir à une critique de gauche centrée sur la vie quotidienne et repenser l'aliénation dans un contexte d'avancées technologiques inédites et ultra rapides ? Comment discuter de ces questions au-delà des cercles universitaires ? Il faut s'y attarder sérieusement, en interrogeant les liens qu'elles entretiennent avec l'ambiguïté idéologique de l'esprit de révolte actuel et les nouvelles façons de désinformer et de canaliser le non-conformisme. ■

*Entrevue réalisée par Catherine Caron,
traduite de l'espagnol par Marc Saint-Upéry*

- 1 — Au sujet de la Bolivie, voir Pablo Stefanoni, « Bolivie : échec de la contre-révolution conservatrice », *Relations*, n° 812, printemps 2021.
- 2 — Publié en français sous le titre *Nouvelles lumières radicales*, Le Batz, La Lenteur, 2020.
- 3 — ¿ Por qué el capitalismo sueña y nosotros no ?, Buenos Aires, Siglo Veintiuno, 2020.
- 4 — Voir « Bifurquer : le Parti communiste chinois et la Silicon Valley travaillent à un avenir posthumain », *Le Grand Continent*, 24 mars 2023 [en ligne].